

## DELIBERATION N° 87/02-03 - ACQUISITION DE L'IMMEUBLE CORVENNE

Monsieur REINSTADLER, Adjoint délégué à l'Urbanisme, rappelle à l'Assemblée la situation de l'immeuble sis 106, rue Joseph Prétôt. L'immeuble, qui menace ruine, a fait l'objet d'un arrêté de péril le 29 Août 1985.

Devant le silence du propriétaire et son refus tacite d'opérer des travaux de confortation ordonnés par le Tribunal Administratif saisi suivant la procédure d'état de péril, il convient aujourd'hui de faire cesser le péril.

Une procédure d'acquisition apparaît envisageable dans la mesure où elle répondra, conformément aux articles L 221-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme et à l'article L 28 du Code de la santé publique, à un double objectif :

- faire cesser définitivement le péril,
- créer une réserve foncière en vue de l'aménagement de la voie prévue au P.O.S., reliant la rue de l'Eglise à la rue Joseph Prétôt.

Compte-tenu de la nécessité de dégager la visibilité de la rue Joseph Prétôt à cet endroit et de l'obligation de faire cesser l'insécurité de l'immeuble, constatée par

le Tribunal Administratif,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,  
décide à l'unanimité :

- de procéder à l'acquisition, au besoin par voie d'expropriation, des parcelles cadastrées :

- . AB 433 d'une superficie de 2 a 34 ca, appartenant à M. CORVENNE Pierre,
- . AB 434 d'une superficie de 4 a 16 ca, appartenant à M. CORVENNE Pierre, syndic de co-propriété.

- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires au vue de cette acquisition,

- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet, l'ouverture d'une enquête publique pour déclarer d'utilité publique l'acquisition des parcelles sus-nommées en vue de l'aménagement d'un espace vert, d'un carrefour et de la reconstruction de l'immeuble, en vue de faire cesser l'insécurité et le danger qu'il représente.